



DECISION MUNICIPALE DE CONSTRUIRE N° ____/DMC/C/MDA/SG/ST 2024

Portant attribution d'un permis de construire à Monsieur
LE MAIRE DE LA COMMUNE DE MBOUDA,

- Vu la constitution ;
Vu la loi n°92/007 du 14 Aout 1992 portant Code de Travail ;
Vu la loi n°2019/024 du 24 Décembre portant Code General des Collectivités Territoriales Décentralisées ;
Vu le décret n°77/91 du 25 Mars 1977 déterminant les pouvoirs de tutelle sur les Communes, Syndicats des communes et Etablissements Communaux, modifié par le décret n°90/1464 du 09 Novembre 1990 ;
Vu le décret n°77/203 du 29 Juin 1977 déterminant les Communes et leur ressort territorial, et les textes modificatifs subséquents ;
Vu le décret n°94/232 du 05 Décembre 1994 précisant les statuts et attributions des Receveurs Municipaux ;
Vu le décret n°2008/376 du 12 Novembre 2008 portant organisation Administration de la République du Cameroun ;
Vu le décret n°2008/377 du 12 Novembre 2008 fixant les attributions des Chefs des Circonscription Administrative et portant organisation et fonctionnement de leurs services ;
Vu le décret N°2023/189 DU 06 Avril 2023 portant nomination de Monsieur DIBANGO David Dador, Administrateur Civil Principal, Préfet du Département des Bamoutos ;
Vu l'Arrêté N°000202/A/MINDDEVEL du 05 Mars 2020, constatant l'Election du Maire et des Adjointes au Maire a l'issue du scrutin municipal du 09 Février 2020 dans la Commune de Mbouda, Département des BAMBOUTOS, Région de l'OUEST ;
Vu Le Décret n°739/2008/PM du 23 Avril 2008 modifié et complété par le Décret n°2013/0042/PM du 23 Janvier 2013 portant sur l'utilisation du sol ;
Vu procès-verbal de la commission d'Examen de permis de construire avec avis favorable en date du _____

DECIDE :

Article 1 : permis de construire est accordé à Monsieur

Domicilié (e) à _____ agissant en qualité de propriétaire pour l'exécution des travaux de construction à usage _____
Le terrain situe au _____
Commune _____
Appartenant _____
Dans un délai de _____

Le demandeur devra se conformer aux plans et documents annexés au présent permis de construire, aux dispositions réglementaires en matière de construction et aux dispositions spéciales suivantes.

Article 2 : Mention de la délivrance d'un permis de construire doit être affichée sur le terrain, par les soins du demandeur, avant l'ouverture du chantier et pendant toute la durée de ce dernier. Les noms du propriétaire ainsi que ceux de l'Architecte et de l'Entrepreneur, s'il en existe, le numéro et la date de délivrance d'un permis de construire doit figurer sur le panneau.

Article 3 : le présent permis de construire est périmé si les constructions ne sont pas entreprises dans un délai de deux ans.

Les travaux projetés sur le terrain comprennent _____

Article 4 : Au début des travaux, le bénéficiaire d'un permis de construire doit adresser une déclaration d'ouverture de chantier. Dans un délai de 30 (trente) jours à dater de l'achèvement des travaux, le bénéficiaire d'un permis de construire doit adresser au Maire de la Commune où la construction a été réalisée, une déclaration d'achèvement des travaux.

Article 5 : dans le cas où les travaux auraient été soit dirigés par un Architecte soit exécutés sous le contrôle d'un fonctionnaire public, ceux-ci certifient de la conformité des travaux par une attestation de conformité adressée au Maire.

Article 6 : dans le cas où les travaux ont été exécutés sous le concours d'un Architecte, il est procédé au recollement des travaux par le représentant local de l'Urbanisme et de l'Habitat qui s'assure de la conformité des travaux avec les dispositions d'un permis de construire.

Article 7 : le recollement des travaux peut être effectuée d'office lorsque la déclaration n'a pas été effectuée à la Mairie dans le délai précisé à l'article 4, ou lorsque le délai d'exécution prévue à d'un permis de construire est passé.

Article 8 : si le recollement fait apparaître que les travaux n'ont pas été effectués dans les conditions réglementaires, ou que les travaux d'aménagement mis à la charge du constructeur n'ont pas été réalisés, l'intéressé est avisé que le certificat de conformité ne pourra lui être accordé. Cet avis rappelle les sanctions encourues.

Article 9 : l'Arrêté accordant le certificat de conformité vaut le permis d'habiter.

Article 10 : le Préfet, le Sous-Préfet, les Fonctionnaires du Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat et de leurs Délégués peuvent à tout moment visiter la construction en cours et procéder aux vérifications qu'ils jugent utile.

Article 11 : Les bornes d'immatriculation ne devront être déplacées en aucune façon, ni être englober dans les maçonneries.

Article 12 : Les droits de tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 13 : L'évacuation des eaux pluviales doit être assurée par l'intermédiaire d'un réseau public alors que celle des eaux et matières usées sera assurée à l'intérieur de la parcelle.

Aucun déversement ne peut être effectué sur les propriétés voisines en moins d'accord préalable joint à la demande d'un permis de construire.

Article 14 : Assurance décennale.

Mbouda, le _____
Le Maire,



CONVOCAATION N° _____/C/C/MDA/SG/ST/2024

Le président de la commission d'examen des dossiers de permis de construire de la commune de Mbouda,

à M & Mme ,

- Délégué départemental MINH DU/BTOS,
- Délégué départemental MINEPDED/BTOS,
- Le chef de service technique de la commune de Mbouda.

En votre qualité de membre de la commission d'examen des dossiers des permis de construire,

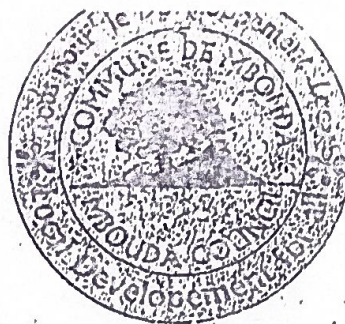
J'ai l'honneur de vous inviter à bien vouloir prendre part à la réunion de ladite commission le _____ / _____ / _____ à _____ heures _____ minutes précises dans le bureau du 1^{er} adjoint au maire de la commune de Mbouda.

L'ordre du jour portera essentiellement sur le dossier de M/Mme : _____ qui se trouve en instance auprès du maire de Mbouda.

Veillez croire, Madame et Monsieur de ma considération distinguée. /-

Mbouda, le _____
LE MAIRE,

REGION DE L'OUEST
DEPARTEMENT DES BAMBOUTOS
COMMUNE DE MBOUDA
SERVICE TECHNIQUE



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE

DEMANDEUR

Noms et prénoms (raison sociale)
Adresses

TERRAIN

Situation
Cadastre, section numéro des parcelles
Nom du propriétaire (s'il est autre que demandeur)
le terrain est-il dans un lotissement ? (oui ou non)
servitudes publiques ou privées grevant le terrain

NATURE DES TRAVAUX

<input type="checkbox"/> U Construction	<input type="checkbox"/> U Commerce
<input type="checkbox"/> U Surélévation	<input type="checkbox"/> U Bureau
<input type="checkbox"/> U Addition	<input type="checkbox"/> U Agricole
<input type="checkbox"/> U Modification	<input type="checkbox"/> U Bâtiment
<input type="checkbox"/> U Distribution	<input type="checkbox"/> U Public
<input type="checkbox"/> U Façade	<input type="checkbox"/> U Nombre de logement
<input type="checkbox"/> U Annexe	<input type="checkbox"/> U Occupation personnelle
<input type="checkbox"/> U Clôture	<input type="checkbox"/> U Location
<input type="checkbox"/> U Usage d'habitation	<input type="checkbox"/> U Vente
<input type="checkbox"/> U Industrie	<input type="checkbox"/> U Usage autre d'habitation

Marquez d'une croix les cases utiles

Je sollicite :
Le permis de construire en matériaux
Après accord préalable n° du
Je déclare formuler cette demande en qualité de
(propriétaire, mandataire, locataire) joindre pièces justificatives, mandats au bail
avec autorisation écrite du propriétaire.

I - Si le terrain est compris dans le lotissement

Appellation du lotissement :
Numéro et date du texte autorisant le lotissement
Numéro du lot dans le lotissement
Date de délivrance du certification mentionnant l'accomplissement
des formalités d'approbation du lotissement et l'exécution des prescriptions
imposées par l'arrêté d'autorisation :

II - Montant approximatif des travaux (non compris, achat de terrain, voirie, branchement, honoraires d'architectes) :

III - Nom et adresse de l'Architecte responsable des travaux :

IV - Mode de financement (personnel) avec prêt (organisme prêteur) :

Fait à, le
Signature,

CADRE A REMPLIR PAR LE MAIRE

La présente demande a été reçue à la Mairie de
Le (date de délivrance du récépissé)
Transmis avec avis favorable.
Défavorable (pour motifs exprimés dans la note jointe)

Fait à, le
Le Maire,